

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

Pacte Territorial d'Insertion 2021-2023

Appel à projets départemental *Illettrisme, Langue et savoirs de base*

Annexe 1 **CAHIER DES CHARGES ET NOTICE CONTEXTUELLE**

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'inclusion sociale et d'insertion professionnelle

*Date de lancement de l'appel à projet
3 décembre 2020*

*Date limite de dépôt des candidatures
3 janvier 2021*

Préambule

Issu de la loi n° 208-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (rSa), **le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) est un accord départemental** qui traduit une volonté commune de donner davantage de lisibilité dans la mise en œuvre des politiques d'insertion et de faire évoluer les modes de coopération inter-institutionnelles et partenariales sur un territoire, **pour favoriser l'insertion des publics en situation de précarité, au delà-même des bénéficiaires du rSa, notamment les jeunes, les personnes handicapées.**

Son objectif est de participer à accroître le nombre d'accompagnements de personnes très éloignées de l'emploi dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi, de renforcer la qualité et l'efficacité de ces parcours d'accompagnement et d'améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion.

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'Etat et le Département ont signé 12 juillet 2019 une convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021, qui les engage à soutenir financièrement des actions spécifiques initiées par le Département et adaptées à ses publics précaires. Ces actions sont assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

Éléments de contexte

Le contexte économique de crise et de montée du chômage dans le département de Tarn-et-Garonne renforce la nécessité de travailler sur les potentialités d'accès et/ou de retour à l'emploi et de mesurer la progression des parcours d'insertion des publics concernés.

Données INSEE janvier 2020 :

- 258 349 habitants en Tarn-et-Garonne répartis sur 195 communes, et une croissance rapide de la population en âge de travailler

Données Pôle Emploi juin 2020:

- Un taux de chômage au 2ème trimestre 2020 de 7,9% (8,4 % pour l'Occitanie et 7,1 % pour la France) avec 26 960 demandeurs d'emploi au 30 juin 2020 dont 15,8% de bénéficiaires du RSA et 48,9 % de demandeurs d'emploi longue durée

Données Conseil départemental août 2020 :

- 6 608 allocataires du RSA

La situation sanitaire, depuis mars 2020, a participé à l'augmentation d'environ 10 % du nombre de bénéficiaires du RSA depuis cette date.

Le fort taux de précarité depuis plusieurs années dans le Département touche plus particulièrement certaines catégories de personnes, notamment les femmes, une partie des jeunes ainsi qu'une partie des chefs de familles monoparentales. L'offre d'accompagnement renforcé et individualisé dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi reste encore insuffisante au regard de l'augmentation du nombre de personnes très éloignées de l'emploi.

De plus, l'ingénierie de ces parcours doit être améliorée : innovation, connaissance des publics et adaptation à leurs besoins. Enfin, **des solutions d'accompagnement adapté ne sont pas accessibles dans tous les territoires.**

Les publics concernés

Les actions proposées dans le cadre du présent appel à projet s'adressent à un public très fragilisé, pour lequel l'objectif demeure l'accès à l'emploi, mais dont les modalités et contenu doivent s'adapter et prendre

en compte la spécificité des personnes et de leurs parcours de vie. Une attention spécifique est portée au public en emploi, aux jeunes confiés à l'ASE, aux personnes maîtrisant peu ou pas la langue française.

CAHIER DES CHARGES

Partie 1 - CADRE DE LA CONSULTATION

Le présent appel à projets invite les opérateurs à proposer **des actions d'accompagnement des publics en situation d'illettrisme ou de besoin de renforcement des savoirs de base.**

Ces actions seront financées par le Département dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion

A – Caractéristiques générales

Dans le cadre de la politique d'inclusion mise en œuvre par le Département, un appel à projets est lancé pour sélectionner des opérations qui puissent réaliser des actions répondant aux socles communs d'objectifs.

Les opérateurs sélectionnés s'engagent à respecter des obligations méthodologiques ainsi que certaines exigences qualité gestion (suivi du temps, évaluation continue des participants, objectifs, résultats...).

B – Cadre de la réponse

Le porteur de projet pourra répondre à une ou plusieurs actions (compléter un dossier de demande de financement par opération¹) sous réserve du respect des critères d'éligibilité.

Le porteur de projet sera attentif à fournir toutes les pièces demandées en fonction de son statut juridique et de compléter précisément la fiche action (annexe 3).

Tout dossier incomplet ou envoyé postérieurement à la date limite de remise du dossier sera rejeté.

C – Examen des propositions – Procédures et critères de sélection

- 1^{er} critère : Répondre aux besoins en terme d'illettrisme et de savoirs de base sur les secteurs identifiés par le Département par des sessions intensives de 3 mois (renouvelable une fois) de 160H minimum et adapter la formation aux personnes en emploi (en soirée et/ou samedi).

- 2^{ème} critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle.

- 3^{ème} critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours.

- 4^{ème} critère : La valeur ajoutée du projet. Une attention toute particulière sera portée sur les structures proposant un module relatif à la terminologie spécifique en lien avec les métiers en tension repérés dans le cahier des charges.

- 5^{ème} critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours

¹ Une opération représente une action dans la même mesure

- **6ème critère** : prise en compte des questions spécifiques aux différents publics et/ou relatives aux luttes contre les discriminations : égalité des chances, égalité Femmes/Hommes, public ASE, jeunes, seniors...

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toute pièces complémentaire utile : par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillée au dossier de présentation du projet, peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

D – Un ancrage territorial des actions et une offre d'insertion territorialisée.

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités :

Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maison des solidarités de
CAUSSADE - NEGREPELISSE	MONTECH – VERDUN SUR GARONNE	CASTELSARRAS IN - MOISSAC	BEAUMONT - VALENCE D'AGEN	MONTAUBAN

Les opérateurs retenus devront assurer, seuls ou en concertation, leurs actions sur ces territoires.

Il s'agit d'établir un **niveau de proximité auprès des publics concernés.**

Le nombre de **mesures proposées** devra être adapté aux besoins de chacun des territoires.

Une attention particulière sera portée aux projets qui s'attacheront à rayonner sur les territoires d'intervention suivants par ordre de priorité:

- Montauban
- Moissac
- Castelsarrasin-La Ville Dieu du Temple
- Valence d'Agen
- Montech-Labastide St Pierre
- Nègrepelisse-Monclar de Quercy
- Caussade-Réalville-St Antonin Noble Val
- Beaumont de Lomagne
- Verdun sur Garonne - Grisolles
- Lauzerte

E – Obligations de l'opérateur

Les opérateurs devront impérativement s'inscrire sur la plateforme d'évaluation et d'orientation du CIBC – formation linguistique mise en place en 2019.

Cette plateforme est directement destinataire des fiches de liaisons des prescripteurs et a pour mission :

- le diagnostic des besoins linguistiques de chaque personne orientée
- l'orientation appropriée vers les structures et le suivi des parcours
- l'accompagnement et le soutien des structures adhérentes à la démarche de parcours de formation linguistiques
- le recueil et l'analyse des données relatives à la demande et à l'offre existante
- l'évaluation individuelle de la montée en compétences en fin de formations

Le public sera donc orienté sur l'action du bénéficiaire par la plateforme.

A l'issue de cette sélection, le candidat retenu devra souscrire, aux obligations suivantes :

- Obligation de suivi des publics en fonction de l'évaluation à l'entrée et d'un bilan des acquis à la fin du parcours..
- Respect des **priorités transversales** suivantes : égalité Femmes/Hommes - lutte contre les discriminations - développement durable. L'opérateur devra garantir et expliciter son engagement quant aux questions d'égalité femmes/hommes et de lutte contre les discriminations.
- **Exigence qualité /gestion** : *respect des règles de suivi de gestion exposées dans la convention ; acceptation des contrôles et vérifications menés par le Département et/ou ses partenaires financiers ; cession de la propriété intellectuelle des produits et productions financés par le projet.*

F – Conditions particulières

Le porteur du projet, s'il est retenu après avis du comité de sélection et validation par la Commission Permanente du Département :

- Pourra faire l'objet d'un conventionnement pour l'année 2021.
- Pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour les programmations 2022 et 2023, sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées.

G – Règles de mise en œuvre pour les opérateurs

☐ Transmission des informations

Chaque opérateur devra remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de la personne suivie, à savoir, une évaluation du parcours d'apprentissage.

Ces informations seront à transmettre à la fois **directement au référent de la personne bénéficiaire** et, dans le cadre des bilans à transmettre **au terme de chaque période de 3 mois ou au terme de l'accompagnement (si période différente), au service RSA-Insertion** du Conseil Départemental, ainsi qu'à tout moment lors de visites sur place du service RSA-Insertion et lors du bilan final de l'opération conventionnée.

☐ Coût de l'action (transparence financière)

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur le territoire de son choix en précisant :

- le coût d'intervention horaire ou journalier affecté,
- le temps prévu en jours ou heures d'intervenants internes ou externes à son organisme,
- **Le coût par stagiaire devra se situer entre 650 € et 1000 €**

Le financement des actions sera assuré par le Conseil Départemental.

☐ Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, 2 fois par an (minimum), les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,

- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention accompagnés des pièces nécessaires (liste annexée à la convention),

- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le cadre des règlements en vigueur.

☐ Suivi-évaluation continue (opérationnalité)

Durant la période 2021-2023, chaque opérateur pourra être amené à travailler avec le Conseil Départemental et les autres opérateurs conventionnés sur la formalisation des outils et méthodes permettant de repérer l'employabilité des bénéficiaires ainsi que sur l'évaluation des opérations mises en œuvre pour en mesurer **l'efficacité et l'efficience**.

Aussi, chaque porteur de projet s'engage à participer aux différents temps de rencontres sur les Territoires des maisons départementales des solidarités (MDS) et de travailler en collaboration avec le Service Insertion du Conseil Départemental.

☐ Respect des obligations (conformité)

En cas de non-respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le Service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

ATTENTION

Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT

En format papier à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT
Pôle des Solidarités humaines
Direction de la Cohésion sociale – service insertion
APPEL A PROJET PTI – Illettrisme, langue et savoirs de base

100 boulevard Hubert Gouze
BP 783
82013 MONTAUBAN cédex

Par mail à pti@ledepartement82.fr

Pour tout renseignement, vous pouvez vous adresser vos questions à l'adresse mail pti@ledepartement82.fr avant le 18 décembre 2020

Les réponses seront apportées sur le site du Conseil département du Tarn et Garonne.

Les dossiers de demandes seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 03 janvier 2021 minuit.

Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.

Les critères de sélection :

Tous les dossiers seront étudiés. Le Département se réserve le droit de choisir ceux qui donneront lieu à une action financée.

S'il est retenu le porteur de projet fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2021 sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées et pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2022 et 2023.

Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants :

- 1^{er} critère : Répondre aux besoins en terme d'illettrisme et de savoirs de base sur les secteurs identifiés par le Département par des sessions intensives de 3 mois (renouvelable une fois) de 160H minimum et adapter la formation aux personnes en emploi (en soirée et/ou samedi).

- 2^{ème} critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle.

- 3^{ème} critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours.

- 4^{ème} critère : La valeur ajoutée du projet. Une attention toute particulière sera portée sur les structures proposant un module relatif à la terminologie spécifique en lien avec les métiers en tension repérés dans le cahier des charges.

- 5ème critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours

- 6ème critère : prise en compte des questions spécifiques aux différents publics et/ou relatives aux luttes contre les discriminations : égalité des chances, égalité Femmes/Hommes, public ASE, jeunes, seniors...

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles : par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet, peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

Le calendrier de la procédure :

- Appel à projets en ligne : **du 03 décembre 2020 au 03 janvier 2021 minuit**
- Instruction des dossiers : **du 4 au 8 janvier 2021**
- comité de sélection du **14 janvier 2021**
- Diffusion des résultats : **à compter du 18 janvier 2021**

Le présent appel à projets se présente sous l'axe :

« PARCOURS LINGUISTIQUE »

Permettre aux publics en précarité et en âge d'intégrer le marché du travail, d'être acteurs de leurs parcours, c'est travailler l'autonomie, comme véritable socle du parcours d'insertion.

Rappel définitions :

Analphabétisme : désigne des personnes qui n'ont jamais été ou très peu scolarisées. Il s'agit pour elles d'entrer dans un premier niveau d'apprentissage (site anlci.fr).

Illettrisme : Qualifie la situation de personnes de plus de 16 ans, bien qu'ayant été scolarisées, ne parviennent pas à lire et comprendre un texte portant sur des situations de leur vie quotidienne, et/ou ne parviennent pas à écrire pour transmettre des informations simples. Pour ces personnes, ces difficultés en lecture et écriture peuvent se combiner, à des degrés divers, avec une insuffisante maîtrise d'autres compétences de base comme la communication orale, le raisonnement logique, la compréhension et l'utilisation des nombres et des opérations, la prise de repères dans l'espace et dans le temps. Malgré ces déficits, les personnes en situation d'illettrisme ont acquis de l'expérience, une culture et un capital de compétences en ne s'appuyant pas ou peu sur la capacité à lire et à écrire. Certaines ont pu ainsi s'intégrer à la vie sociale et professionnelle, mais l'équilibre est fragile, et le risque de marginalisation permanent. (ANLCI 2003)

Le français langue étrangère FLE concerne à la fois : des personnes qui ont été scolarisées dans une langue autre que le français, quel que soit leur niveau, et qui apprennent le français comme langue seconde ou nième, mais aussi des personnes n'ayant jamais été (ou très succinctement) confrontées à l'apprentissage d'un code écrit, dans une langue. Ces personnes majoritairement d'origine étrangère, se trouvent dans la situation de devoir être "alphabétisées" c'est-à-dire d'apprendre une autre langue, celle du pays d'accueil.